



5 MOIS PLUS TARD.....

En ce début d'année 2017, le SUNICAG-SUDCAM vous adresse ses meilleurs vœux pour se préparer à affronter les cyclones qui nous attendent. Fòs, kouraj é santé ! Grosse pensée pour tous les collègues malades, tombés au front du stress et de la pression de cette infâme Direction.

Nous devons vous faire part de notre constat, depuis les évènements du mois de juillet 2016.

Nous pouvions penser qu'à l'issue de la grève mémorable, tous les espoirs semblaient permis pour le retour à un fonctionnement harmonieux à la Caisse Régionale.

Loin de là, la Caisse connaît une grave crise de gouvernance venant tant du tandem de Direction que du Conseil d'Administration.

Le SUNICAG-SUDCAM dénonce le comportement colonialiste (« je suis en pays conquis... »), raciste (« vous n'êtes pas capables de penser, je pense pour vous ») de la Direction Générale, qui n'a que du mépris pour les agents, les présentant systématiquement comme fainéants et incompetents.

Que fait elle pour respecter ses engagements ?

Depuis la reprise, les négociations prévues au protocole ont commencé, et sont totalement enlisées, trainant délibérément en longueur, sans le moindre résultat.

Où sont les améliorations des conditions de travail ?

La réorganisation « anba fèy » du siège ne fait l'objet d'aucune discussion, la direction applique unilatéralement ses projets. Reprenant ses mauvaises habitudes, elle procède à des nominations sans ouverture de poste. L'orientation des embauches est clairement au blanchiment, au détriment de jeunes guadeloupéens compétents.

C'est la poursuite de transferts d'activité, sans mesure des impacts négatifs sur la qualité de la relation client (CA Chèques....).

Les postes vacants sont de plus en plus nombreux tant au siège que dans les agences, dégradant continuellement les conditions de travail. Il n'y a pas de remplacement, puisque pas d'itinérants. Nous avons déjà annoncé que l'intérim ne fonctionnerait pas, mais la Direction a persisté dans son choix, qui ne correspond pas aux besoins, souvent de très courte durée. À la moindre absence imprévue, c'est la galère. Débrouillez vous !

Parallèlement, la Direction ne se préoccupe pas du sort d'agents sans affectation, en dépit de nombreux courriers et mails la sollicitant. Encore un moyen d'ajouter du stress au stress...

L'absence de projection sur les besoins des services conduit même à réembaucher des fraîchement retraités. Alors que le DGA recalé se targue d'être bon en matière de RH, l'incompétence transpire !!!!

Les représailles sont là, à tous les niveaux, avec la volonté de couper des têtes. Des agents sont touchés par cette réorganisation, placés dans des situations sordides. Leur poste est carrément supprimé de l'organigramme du service, ou encore c'est la réduction brutale et importante de leur RCE qui est proposée. Leur seul tort est d'avoir participé à la grève.

A contrario, les non-grévistes, ont été eux largement récompensés par une prime entre 4.000€ et 8000€ dit-on, voire même par de la promotion.

Les changements à venir dans certains départements risquent de connaître aussi ces représailles. Le Sunicag SUD CAM met en garde la Direction Générale quant au respect du protocole signé.

Dans toute cette tourmente, comment envisager l'avenir de la Caisse Régionale ?

Les orientations stratégiques de la Caisse Régionale expriment en 3 phrases l'absence d'ambition de notre gouvernance :

- Le digital ne remet pas en cause les métiers actuels
- Il y aura très peu d'embauches
- Notre avenir résultera de l'audit

Le DG, présent depuis 9 mois, et affublé de son DGA est incapable de donner sa vision de l'entreprise pour assurer le développement de la CR.

Il lui faut l'aval d'un cabinet d'experts internationaux (combien ça coûte ?) pour au final nous délivrer leur véritable feuille de route : casser la CR.

Le Sunicag-SUDCAM n'a pas besoin d'attendre les conclusions du Cabinet Deloitte pour savoir cela !

Quel sera l'avis du cabinet sur les dépenses inconséquentes de la Direction (honoraires des avocats parisiens, les vigiles, etc....) ainsi que l'absence de maîtrise des charges de fonctionnement hormis les charges de personnel qui elles sont en baisse régulière.

Malgré les dénégations, la « Territoire Attitude » est remise en cause, tout comme « être la banque de tous les guadeloupéens ». L'orientation prise de se centrer sur les 30.000 meilleurs clients remet en cause très clairement ce principe.

Que deviendront les 80.000 autres clients, qui ont fait et font encore aujourd'hui l'essentiel du PNB de la CR ? Il leur est promis un traitement « industrialisé », qui cache avec peine la volonté d'éradiquer à court terme cette clientèle. Que deviennent les collègues en charge de celle-ci ?

Dans notre pays de forte tradition d'oralité, de contact humain, la CR fait le choix du tout digital, de la suppression à terme des opérations de guichet par le « tout automates ». Ceux qui ne peuvent pas suivre, bye bye.....Les papys et mamies qui ont construit la CR pour quelle soit la 1^{ère} banque aujourd'hui, à vos smartphones, emails et « Ma Banque ». Ah, zòt paka li é èkri... !!! Eh bien au plaisir de vous avoir rencontré et ...adieu !

Enfin, qui à la Caisse Régionale est en capacité d'éviter ces dérives ?

Un Conseil d'administration fort, et capable de maîtriser les évolutions du monde bancaire.

Hélas, la réalité est tout autre.

Nous voyons un conseil dont nombre de ses membres influents sont dévoyés, profiteurs du système et à la merci de la Direction qui les tient par...où ça fait mal !

Que dire des dépenses aux frais de la CR : voyages en Afrique, dépenses somptuaires avec les cartes bancaires de la CR, des factures téléphoniques incroyables.

Que dire des donneurs de leçon qui détournent des fonds européens à des fins personnelles.

Que dire des bénéficiaires des passages à pertes, ceux en CDL permanent.

Que dire du refus du Président de laisser parler les représentants du comité d'entreprise au conseil d'administration.

Comment ce président, agriculteur de profession, cautionne le traitement réservé aux agriculteurs ?

Collègues, vous voyez que nous restons les seuls à pouvoir protéger notre outil de travail. Ce n'est pas le moment de baisser les bras.

Cependant, méfions nous des « PELAGE » prêts à nous vendre pour satisfaire leur ambition personnelle.

Nous leur disons de faire attention car « les coqs d'aujourd'hui seront les plumeaux de demain »...cet adage a déjà été vérifié.

Collègues, depuis les quatre dernières années, nous avons déjà perdu de nombreux avantages, voilà où nous en sommes aujourd'hui pour les plus marquants :

- REC appliquée unilatéralement sans négociations avec les partenaires sociaux
- Absence de négociations sur les conditions de Banques aux agents
- Suppression des horaires vacances
- Refus d'abondement de l'intéressement en dépit des résultats historiques enregistrés en 2015, seuls en ont bénéficié les membres du CODIR grassement servis en prime de bilan.
- Absence de négociations du salaire effectif
- Baisse du plancher par classe des RCI
- Taux de crédit aux agents multiplié par quatre

Par ailleurs, nous n'oublions pas le dossier de la rétribution globale, à l'origine de la grève, et dont les dirigeants ne parlent plus. En connivence avec la Fédé, ils s'apprêtent à tenter d'exclure la Guadeloupe du champ de la négociation. Le risque de cette situation pour les agents est de se retrouver en dehors de la convention collective, et enlèverait l'épine du pied au Groupe de voir ses autres CR bloquées par la petite Guadeloupe.

SUDCAM intervient déjà auprès de la Fédération pour que nos intérêts soient préservés.

La gouvernance nous montre par ses agissements qu'ils ne sont pas les hommes de la situation. Le mépris permanent et la collusion comme seule politique ne peuvent qu'engendrer votre défiance.

La convocation à la cérémonie des vœux en est le dernier témoignage. Sa finalité devrait être de rassembler autour de certaines valeurs. Ce sera une mascarade de plus ayant pour seul but de sauver les apparences alors même que le dénigrement est notre pain quotidien.

Fort de ces constats, il est de bon ton de rappeler que les partenaires sociaux ont signé un protocole de suspension de conflit.....

KANMARAD, WOUVE ZYE, WOUVE ZOREY

Le conseil syndical le 9 janvier 2017